

N° AP 23/202

ARRETE

ARRETE ACCORDANT LA PROTECTION FONCTIONNELLE A QUATRE AGENTS METROPOLITAINS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-97 du 26 janvier 2017 relatif aux conditions et aux limites de la prise en charge des frais exposés dans le cadre d'instances civiles ou pénales par l'agent public ou ses ayants droit,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU les articles L 134-1 à L 134-12 du Code Général de la Fonction Publique,

VU les plaintes déposées contre Monsieur Reynold IGNACE, auteur du blog « Le Gabian Déchaîné » par Madame Laetitia LAGRIPPE et Messieurs Yves LECLERCQ, Jacques BRUNO et Sébastien MONTAVON, agents de l'antenne de HYERES de la Métropole TPM,

VU les publications affectant la réputation des quatre agents métropolitains précités,

VU le rapport de constat des commissaires de Justice en date du 10 octobre 2023,

VU les demandes de protection fonctionnelle des quatre agents précités en date du 10 octobre 2023,

VU les courriers d'octroi de protection fonctionnelle de Monsieur le Président en date du 31 octobre 2023 au bénéfice de Madame Laetitia LAGRIPPE et Messieurs Yves LECLERCQ et Sébastien MONTAVON et celui en date du 7 novembre 2023 au bénéfice de Monsieur Jacques BRUNO, agents métropolitains,

CONSIDERANT que les faits susvisés peuvent caractériser le délit de diffamation publique et sont donc susceptibles d'engager la responsabilité de leurs auteurs et qu'il convient en conséquence d'accorder la protection aux agents susvisés,

ARRETE

ARTICLE 1

La protection fonctionnelle est accordée aux agents suivants :
Madame Laetitia LAGRIPPE,
Monsieur Yves LECLERCQ,
Monsieur Jacques BRUNO,
Monsieur Sébastien MONTAVON.

ARTICLE 2

Le cabinet d'avocats VEDESI est désigné pour représenter les victimes dans l'affaire en cause et devant toutes les juridictions concernées en première instance et en appel si besoin.

ARTICLE 3

Le cabinet d'avocats VEDESI est autorisé à verser les consignations nécessaires à la présente procédure et de procéder au remboursement de celles-ci si besoin.

ARTICLE 4

Tous les honoraires d'avocat et frais liés à cette procédure (commissaire de justice ou autres) seront réglés.

ARTICLE 5

Les crédits nécessaires sont inscrits au Budget Principal 2023, opération 23 - article 62268.

Le Président : - certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet Acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

Notifié le :

Signature :

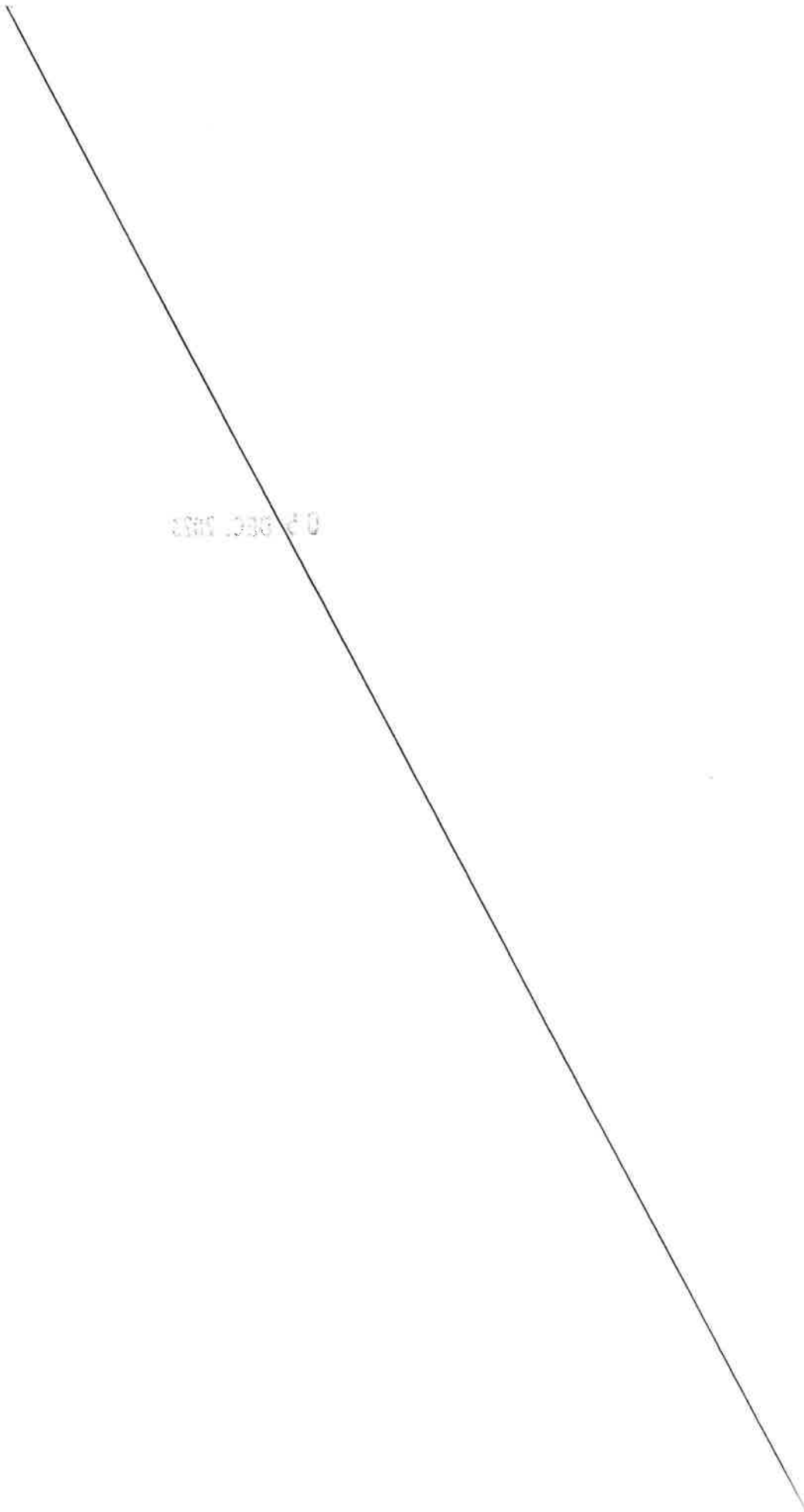
Fait à Toulon, le **05 DEC. 2023**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
TOULON PROVENCE MEDITERRANEE



A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, connected strokes.



0.2 DEC 1953

0.2 DEC 1953